



INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

**Marché de fournitures courantes et services
AD17102024F**

1 - RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Objet du marché

**Fourniture, déplacement, livraison et installation de mobilier
existant et de mobilier neuf pour les nouveaux locaux de
l'Institution Adour**

Date limite de remise des offres :

Vendredi 15 novembre 2024 à 23h55

INSTITUTION ADOUR

38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan Cedex

05 58 46 18 70 - secretariat@institution-adour.fr

Code de la commande publique

CCAG applicable : CCAG Fournitures courantes et services - 2021

Procédure adaptée Article R.2123-1 :	Marché dont la valeur estimée hors taxes du besoin est inférieure aux seuils européens
---	--

Article 1. Pouvoir adjudicateur

Acheteur : **INSTITUTION ADOUR**

Adresse : 38 rue Victor Hugo – 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

Tél. : 05.58.46.18.70

Courriel : secretariat@institution-adour.fr

Site internet : <http://www.institution-adour.fr>

L’Institution Adour est représentée par son Président, Monsieur Paul Carrère, en vertu de la délibération n° 64/2021 de son comité syndical en date du 22 septembre 2021.

L’Institution Adour est un établissement public territorial de bassin (syndicat mixte ouvert).

Article 2. Définition des prestations

2.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet l’ameublement et la décoration des nouveaux locaux de l’Institution Adour dont les bâtiments neufs seront livrés en 2025 sur le site d’Agrolandes, 970 allée Jean d’Arcet à Haut-Mauco.

L’Institution Adour est un syndicat mixte ouvert constitué de collectivités intéressées à la gestion de l’eau à l’échelle du bassin de l’Adour. L’équipe de l’Institution Adour est composée de 34 agents permanents répartis sur 4 sites : 1 agent est basé à l’antenne de Jû-Belloc, 3 agents sont basés à l’antenne de Pau, 4 agents sont basés à l’antenne de Bayonne et 26 agents sont basés au siège situé au 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan (lequel sera déménagé sur le site d’Agrolandes sus-cité en 2025). En outre, les équipes de deux syndicats de rivière, constituées de 6 agents permanents au total, partagent par voie de convention les locaux et les moyens du siège de l’Institution Adour. Il est à noter également que l’Institution Adour ainsi que les deux syndicats de rivière accueillent régulièrement des stagiaires.

Dans le cadre du présent marché, il s’agira donc pour le titulaire d’établir une proposition de décoration et d’aménagement des nouveaux locaux du siège de l’Institution Adour incluant :

- la fourniture de mobilier neuf pour l’aménagement et la décoration d’une partie des pièces de ces nouveaux locaux,
- le déménagement d’une partie du mobilier existant utilisé pour l’ameublement des locaux actuels de l’Institution Adour (38 rue Victor Hugo 40000 Mont-de-Marsan), ainsi que son installation dans les nouveaux locaux.

2.2. Étendue de la consultation

Le présent marché est passé en procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Allotissement

Le présent marché n’est pas alloti.

2.4. Option

Les soumissionnaires pourront proposer une option relative à la reprise et l’enlèvement du mobilier existant en surplus non utilisé, en vue d’une réutilisation (mobilier de seconde vie).



Article 3. Conditions de la consultation

3.1. Durée du marché - Délais d'exécution

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois, à compter de sa date de notification.

Il n'est pas reconductible.

3.2. Modifications de détails au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard quatre (4) jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Toute modification du DCE à l'initiative de l'acheteur sera effectuée sur la plateforme de téléchargement visée au présent document. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4. Durée de validité des offres

Le délai minimum de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 5. Délivrance du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est composé des documents suivants :

- le règlement de consultation (RC),
- le cahier des clauses spéciales (CCS).

Conformément au code de la commande publique visé dans le présent document, il est rappelé que l'offre du candidat n'a pas à être signée. À ce titre, le DCE ne comprend pas d'acte d'engagement.

Conformément à l'article R.2132-2 du code de la commande publique, l'acheteur public met à disposition le dossier de consultation par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://demat-ampa.fr>

Il est fortement conseillé aux candidats de s'authentifier sur le site et d'indiquer une adresse courriel électronique permettant, de façon certaine, une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou modifications du DCE. Le téléchargement du règlement de la consultation est libre.

L'acheteur public ne pourra être tenu responsable des conséquences résultant du cas où un candidat n'aurait pas fourni une adresse de courrier électronique, ou aurait fourni une adresse erronée, lors du retrait du DCE.

• Présentation des offres

5.1. Pièces relatives aux conditions de participation

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- une lettre de candidature établie sur la base du formulaire DC1¹ à jour de la réforme de la commande ;
- une déclaration du candidat établie sur la base du formulaire DC2 à jour de la réforme de la commande publique ;

¹ Formulaires téléchargeables via <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>



- les certificats fiscaux et sociaux ou l'une des pièces prescrites par les articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Pour les candidats de l'Union européenne, la production de documents équivalents sera requise ;
- le(s) document(s) relatif(s) aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (extrait KBis et délégation si besoin par exemple)
- une attestation d'assurance à jour des primes et qui mentionne l'étendue de la couverture pour les risques professionnels. Document à remettre dans les 15 jours suivant la notification du marché et, en tout état de cause, avant tout début d'exécution des prestations.
- si le candidat est en redressement judiciaire : copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

5.2. Documents relatifs à l'offre

Les pièces de l'offre à fournir sont :

- un ou deux devis comprenant la fourniture, la livraison et l'installation des mobiliers proposés neufs et réutilisés (à partir du mobilier existant disponible) ;
- un ou deux schémas d'implantation conformes au plan architectural et aux espaces prédéfinis ;
- une présentation qualitative du mobilier (photographie couleur et description précise de chaque élément des matériaux utilisés, échantillons, ...) ;
- les références de la société dans l'aménagement d'autres locaux à usage de bureaux.

Elle comprendra également :

- le coût unitaire de chaque mobilier, classé par type de mobilier y compris les éléments de fixation et d'assemblage, les accessoires et les options éventuelles ;
- un ou plusieurs devis quantitatifs et financiers pour chacun des espaces à aménager tels que définis dans le cahier des clauses simplifiées ;
- les dimensions, matériaux et coloris des produits ;
- les conditions de garantie ;
- les délais, conditions et coûts de livraison et d'installation.

Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS et en langue française.

En cas de groupement, l'offre du groupement sera déposée soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Article 6. Forme juridique des groupements

L'accord-cadre pourra être attribué à un seul prestataire ou à un groupement de prestataires.

Si l'accord-cadre est attribué à un groupement conjoint, celui-ci pourra se voir contraint d'assurer sa transformation en groupement solidaire après attribution de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2142-22 du code de la commande publique, la justification de l'exigence de la forme de groupement après l'attribution est la suivante : sécurité financière en cas de défaillance de l'un des membres du groupement.

Le même prestataire ne peut pas présenter pour le marché plusieurs offres, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Article 7. Condition de remise des offres

7.1. Offre dématérialisée

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.



Le candidat répondra à la présente consultation **par voie électronique**. La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante :

<https://demat-ampa.fr>

Ni la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...), ni la transmission des plis par courrier électronique ne sont autorisées.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

La date limite pour la remise des offres est fixée au vendredi 15 novembre 2024 à 23h55.

7.2. Mode d'emploi et assistance

En cas d'incompréhension d'une fonctionnalité de la plate-forme, les entreprises sont invitées à contacter le service de support téléphonique notamment en cas de difficulté à remettre une réponse électronique ou à signer électroniquement un fichier.

Le service de support est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés.

Pour tout renseignement sur l'assistance :

<https://demat-ampa.fr/entreprise/aide/assistance-telephonique>

7.3. Contraintes informatiques

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles et exploitables ; notamment, il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers suivants: .doc / .rtf / .pdf / .xls / .odt
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate.

Les candidatures et les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité, et seront donc réputées n'avoir jamais été reçues. Les candidats en seront informés dans les plus brefs délais. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

7.4. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- soit par voie électronique ;
- soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- soit sur support papier ;
- soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du Code de la Commande Publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023)

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du code de la commande publique).



La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

INSTITUTION ADOUR—38 rue Victor Hugo — 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le Pouvoir Adjudicateur.

Article 8. Déroulement de la procédure

8.1. Ouverture des offres

L'ouverture contenant les offres des candidats est effectuée par le pouvoir adjudicateur, qui procède à l'enregistrement des pièces composant les offres.

En cas de pièce absente ou incomplète, le pouvoir adjudicateur demande à chaque candidat concerné de produire ou de compléter ces pièces dans un délai maximum de quatre (4) jours à compter du jour de la notification de la demande par le pouvoir adjudicateur.

Des précisions pourront être demandées au candidat si l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée. Il en sera de même si l'offre paraît anormalement basse.

Après analyse, les offres sont classées par ordre décroissant, en fonction des critères d'attribution pondérés définis au présent règlement de consultation.

8.2. Critères de jugement des offres

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction de critères notés sur 100 et exposés comme suit :

Critère 1 « Valeur esthétique de l'offre »	40 points
Critère 2 « Valeur technique de l'offre »	30 points
Critère 3 : Prix	30 points

La valeur esthétique sera notée sur 40 points et appréciée sur la base des éléments graphiques fournis.

La valeur technique sera notée sur 30 sur la base du dossier fourni définissant les gammes de mobilier fourni, les normes, le SAV, la garantie, le niveau de réemploi du mobilier existant, la gestion des déchets et les délais de livraison.

Pour les prix, les notes seront calculées au prorata du prix de moins cher (noté 10/10), le prix le plus bas obtenant la meilleure note. Les autres prix seront analysés selon la formule suivante :

$$(\text{prix le plus bas}) / (\text{prix analysé} \times \text{note max } 10) = \text{note sur } 10$$

8.3. Négociation

Conformément au code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, au vu de son analyse des offres, de négocier un ou plusieurs éléments d'une ou des offres remises dans le cadre de cette consultation, avec le ou les candidats. Si une phase de négociation est décidée, le pouvoir adjudicateur formalisera les conditions de forme et de délai dans lesquelles elle se déroulera.



8.4. Information des candidats

8.4.1. Candidats rejetés

Lorsque le choix du pouvoir adjudicateur aura été effectué, les candidats dont l'offre aura été rejetée seront avisés par message électronique via la plateforme <https://demat-ampa.fr>.

8.4.2. Établissement et signature de l'acte d'engagement entre les parties.

A l'issue de la procédure de consultation prescrite par le présent document et de l'éventuelle négociation prévue dans le présent règlement, le pouvoir adjudicateur transmettra un acte d'engagement établi suivant le modèle ATTRI-1 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>) au vu des éléments du DCE, de l'offre du candidat, et le cas échéant des négociations organisées.

Le candidat retenu complètera cet acte d'engagement et le renverra au pouvoir adjudicateur daté et signé, le cas échéant complété des pièces justificatives exigées, et ce dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables.

Seul l'exemplaire de l'acte d'engagement (et les annexes prescrites par le règlement de consultation) ainsi établi sera signé par le titulaire du marché et le pouvoir adjudicateur à l'exclusion de tout autre document fourni par le pouvoir adjudicateur dans le dossier de consultation des entreprises.

Article 9. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires (d'ordre administratif ou technique) qui leur seraient nécessaires pour établir leur offre, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande :

Via la plateforme :

<https://demat-ampa.fr>

A défaut de parvenir à l'Institution Adour **au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres**, aucune demande de renseignement ne pourra être prise en compte.

Les demandes de compléments et leurs réponses seront adressées, par voie électronique, à l'adresse mail renseignée par les candidats lors de leur identification sur la plateforme.

Ainsi, une attention particulière est demandée aux candidats. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse mail, redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam... »

En cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, les candidats n'auront pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

Article 10. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Si un différend (suffisamment grave au point d'être susceptible de déboucher, avec lui seul comme fait générateur, sur un recours devant une juridiction) survient à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent présentement à procéder à un règlement amiable avant tout dépôt d'un recours contentieux devant une juridiction administrative. Cette tentative de règlement amiable est obligatoire.

La partie demanderesse devra ainsi notifier ses griefs à l'autre partie, par courrier écrit, motivé, argumenté et contenant des éléments de preuve, et mentionnant impérativement l'activation du dispositif prévu dans le présent article. Les parties concernées, tenteront de régler amiablement le différend, dans un délai maximum de trente (30) jours (jours ouvrés, hors jours fériés officiels et samedi-dimanche) à compter de la date de réception dudit courrier. À défaut d'établissement d'un règlement amiable différend dans ce



délai, qui serait acté au moins par un simple échange réciproque d'écrit (pouvant être électronique), les parties seront libres d'engager un recours devant une juridiction administrative.

Dès lors, les entités s'estimant lésées pourront engager un recours contentieux (sans pouvoir exploiter les reconnaissances des tors ou concessions réciproques, avancées dans le cadre de la phase de tentative de règlement amiable différend), auprès du Tribunal administratif de Pau.

La juridiction administrative compétente peut désormais être saisie par l'application Télérecours accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 11. Instances, voies et délais de recours

Le Tribunal administratif de Pau est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Adresse : Villa Noulibos - 50 cours Lyautey - 64010 PAU CEDEX Téléphone : 05.59.84.94.40

Le greffe de ce tribunal constitue l'entité susceptible de fournir des renseignements complémentaires sur les voies de recours : greffe.ta-pau@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours selon les dispositions du code de justice administrative :

- le délai de voie de recours (art. R.421-1) est en principe de deux mois à compter de la réception de la notification ou de la publication de la décision préjudiciable ;
- le référé pré contractuel (art. L.551-1) porte sur l'introduction d'un recours intervenant jusqu'à la signature du marché ;
- une voie de recours gracieux est toujours possible, auprès du représentant de l'acheteur.

